

**Madame Delphine BATHO**  
**Ministre de l'Écologie, du Développement**  
**durable et de l'Énergie**  
**246, Boulevard Saint Germain**  
**75007 PARIS**

Paris, le 29 octobre 2012

**Nos Réf. : N.0727 - VH/CR**

**Objet. : Annonce de la fermeture de FESSENHEIM en 2016**

Madame la Ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

La décision annoncée par le Président de la République de fermer la centrale de Fessenheim à la fin de 2016 heurte profondément le corps social d'EDF.

Sur la forme, elle est incompréhensible puisqu'elle intervient alors même que le débat sur la future loi sur l'énergie n'est même pas lancé.

Sur le fond, elle nous apparaît grave de conséquences pour de multiples raisons.

Elle fragilise l'ensemble de la filière électronucléaire et les 410.000 salariés qui en vivent directement ou indirectement et elle remet en cause le professionnalisme des agents des centrales nucléaires qui se dévouent chaque jour pour faire de ces centrales des outils performants qui ont permis que notre pays bénéficie de l'électricité à un prix parmi les plus bas d'Europe.

Elle remet en cause les décisions de l'Autorité de Sûreté Nucléaire, autorité indépendante, qui a considéré que la centrale pouvait fonctionner dix années supplémentaires moyennant un certain nombre d'investissements.

Elle ne prend pas en compte la question centrale des besoins en électricité de notre pays puisque Fessenheim produit 70% de l'électricité alsacienne. S'il s'agit de remplacer fut-ce partiellement cet outil par des centrales au gaz, ce qui nous apparaît incontournable compte tenu des besoins en électricité de notre pays, cela se traduirait en outre par une augmentation des émissions de CO2 de notre pays, ce qui va à l'encontre de la volonté partagée de réduire nos émissions de gaz à effet de serre. Mais en tout état de cause, il apparaît que les délais de construction de telles centrales ne permettent pas de les coupler au réseau fin 2016.

Elle va contribuer à dégrader un peu plus la balance commerciale en matière énergétique et représente un gâchis pour la Nation puisque cette décision aboutirait à renoncer à la possibilité de bénéficier de l'électricité pour des centrales amorties pendant plusieurs années supplémentaires. Et même si on admettait, ce que nous ne croyons pas, qu'une ou plusieurs centrales au gaz puissent être construites à cette échéance, cela serait du gaz importé.

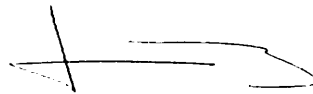
Elle va être très coûteuse pour les finances publiques. En effet, Fessenheim est une centrale qui avait plusieurs partenaires, lesquels vont être fondés à demander des dommages et intérêts correspondant à la mise en œuvre d'une décision politique allant à l'encontre de l'autorisation donnée par l'Autorité de Sûreté Nucléaire. De même, EDF étant une société cotée en Bourse, n'importe quel actionnaire pourra critiquer cette décision. Nous profitons d'ailleurs de ce courrier pour nous étonner que le Gouvernement n'envisage pas de revenir sur cette décision de mise en Bourse dont on voit bien qu'elle est en réalité incompatible avec les missions de service public d'EDF.

Enfin, elle va se traduire par d'importantes suppressions d'emplois. Les déclarations gouvernementales selon lesquelles l'activité de production sera remplacée par une activité de démantèlement et que tout cela s'équilibrera, traduisent une méconnaissance inquiétante de ce dossier et elles sont inexactes.

Pour FO, un vrai débat sur l'Energie doit intégrer pour chaque moyen de production, les impacts sur le prix payé par les usagers et les entreprises, sur les rejets de CO2, sur l'indépendance du pays ainsi que l'ensemble des conséquences en matière industrielle, sociale et environnementale.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de notre très haute considération.

**Vincent HERNANDEZ**

A handwritten signature in black ink, consisting of a vertical line on the left, a horizontal line extending to the right, and a curved line at the end.

**Le Secrétaire Général**